

Thaïlande : escalade de la violence

samedi 18 octobre 2008, par [SABAI Danielle](#) (Date de rédaction antérieure : 16 octobre 2008).

Les affrontements du 7 octobre, dans les rues de la capitale thaïlandaise, Bangkok, mettent en évidence la stratégie de violence choisie par l'Alliance du peuple pour la démocratie (PAD), dans le but de provoquer un nouveau coup d'État et de renverser le gouvernement actuel, conduit par les alliés de Thaksin Shiwanatra (Premier ministre entre 2001 et 2006, date à laquelle il a été renversé par un coup d'État). La frange ultra de la PAD s'est mobilisée pour empêcher Somchai Wongsawat, le nouveau Premier ministre, beau-frère de Thaksin, de présenter la politique du gouvernement au Parlement. Les forces de l'ordre sont intervenues pour dégager l'accès au Parlement, mais la PAD, pourtant autorisée à manifester, a choisi d'attaquer la police avec barres de fer et gaz lacrymogènes. Deux manifestants sont décédés à la suite des affrontements, et il y eut de nombreux blessés graves.

Parmi les manifestants, beaucoup se mobilisent contre la corruption et les atteintes aux droits de l'Homme, marques de fabrique des gouvernements durant l'ère Thaksin. Mais les principaux dirigeants de la PAD sont des ultranationalistes réactionnaires, qui voudraient revenir à un système où le Parlement est partiellement élu par des masses rurales et ouvrières supposées ignorantes. Ils verraient d'un bon œil le retour des militaires afin, prétendument, de contrôler la corruption, protéger la monarchie et la souveraineté nationale.

La situation semble bloquée et la PAD occupe les bureaux du gouvernement depuis deux mois sans que les forces de l'ordre n'interviennent. Le roi, qui est intervenu à plusieurs reprises lors des précédents conflits, reste silencieux. Le Parti démocrate, parti d'opposition et traditionnel allié de la monarchie, navigue entre un soutien à la PAD et un compromis avec le gouvernement sur une réforme de la Constitution, refusée par la PAD. Cette Constitution a été écrite par la junte militaire après le coup d'État de 2006.

Aucun parti ne défend les intérêts des travailleurs et des paysans. Sans une mobilisation sociale massive et indépendante des partis établis, les travailleurs et les petits paysans risquent bien d'être, une fois de plus, les grands perdants.

P.-S.

* Paru dans Rouge n° 2270, 16/10/2008.